

La Commune de Paris au jour le jour

19 mars - 28 mai 1871

D'après l'édition de 1908, Librairie C. Reinwald

Schleicher frères, Éditeurs,

61 rues des saints-pères, Paris.

JOURNAL DE LA COMMUNE

20 mars 1871

Préparé de longue date par M. Thiers et ses complices, la coup d'État qu'on sentait confusément avancer dans l'ombre a enfin éclaté et avorté.

On a trouvé dans les Ministères des télégrammes échangés entre Thiers et Favre, entre le Ministre de la guerre et le préfet de police, entre l'honorable Jules Favre et l'honorable Jules Ferry. Nous en donnons quelques extraits. D'abord la série Thiers à Jules Favre qui, malheureusement ne s'étend que du 4 au 6 mars...: *«Je vous expédie le Général de Paladines... et trois divisions représentant 30.000 hommes sont en marche. Mais les troupes, même en chemin de fer, ne peuvent pas aller aussi vite que vous le supposez. Croyez qu'en fait de choses pareilles, rien ne sera négligé... Nous allons vous renvoyer aussi Picard et un ou deux de vos collègues... Il n'est pas possible que la garde nationale n'intervienne pas. Si elle ne le fait pas, nous le ferons...»*.

Thiers à Vinoy et à Ministre de la guerre, à Paris: *«Soyez tranquilles quant au renfort; deux colonnes vous arrivent... Ne les jetez pas dans le sein de la population, établissez-les à l'École Militaire, au Champ de Mars, aux Invalides, dans les Tuileries bien fermées... En réoccupant successivement avec les anciennes troupes les postes abandonnés, on reprendra Paris peu à peu. J'approuve la manière d'opérer de Vinoy, consistant à ne pas éparpiller les troupes et à ne pas brusquer l'emploi de la force... Les tapageurs vont se diviser, se fatiguer, et pendant ce temps nos renforts arriveront...»*.

Thiers à Vinoy: *«Il faut que Jules Favre s'entende avec Bismarck pour que les États-Majors allemands ne mettent aucun obstacle au passage le plus rapide de nos troupes sur les territoires encore occupés par eux. Toutes ces troupes emportent 90 cartouches par homme et 3 jours de vivres. Prévenez à toutes les gares, et faites-les occuper vigoureusement par de bons bataillons de la garde nationale...»*.

Guerre Bordeaux à Guerre Paris: *«Maintenez vos régiments de gendarmerie, quels que soient les ordres généraux que vous recevrez... Ne rendez pas leurs fusils aux marins de l'amiral»*.

Thiers à Guerre, Paris: *«Veillez bien à la réception des troupes, assurez-vous de leur esprit. Traitez-les le mieux possible, quoi qu'il en doive coûter. Établissez-les de manière à laisser ensemble des brigades... Reléguez dans les forts les troupes qui vous sembleront avoir besoin d'être enfermées... Faites avec les Prussiens les marchés de fusils dont vous me parlez, mais veillez à leur qualité et à leur prix. Ne livrons pas encore bataille. Chaque jour qui s'écoule est pour nous et contre eux...»*.

Jules Ferry à Jules Simon: *«La tranquillité matérielle est toujours maintenu ici sans difficultés, grâce à un laisser-aller complet que nous impose la nécessité... La garde nationale n'est plus qu'un immense désordre. Elle a, depuis la démission de Clément Thomas, cessé de former un corps. Une partie des bataillons, la minorité sans doute, obéit à un comité occulte qui ne paraît pas avoir d'autre but que de rassembler fusils, canons et munitions. Belleville et Montmartre sont occupés militairement par la garde nationale qui obéit au comité. Un bon général pourrait reprendre en main les bons éléments... D'Aurelles est arrivé... c'est un grand point...»*.

Jules Simon à Jules Ferry: *«Certes, il y a urgence, mais nous avons aussi nos difficultés...»*.

Thiers à Jules Favre: *«Obtenez l'évacuation de Versailles. L'Assemblée ne voulait pas revenir à Pa-*

ris. Elle ne le veut pas encore. Mais elle ira - s'il le faut - à Versailles, tout en préférant Fontainebleau. Nous ne pouvons pas nous séparer d'elle sans de grands périls pour elle et pour nous... Lorsque les événements seront plus clairs, nous la ferons partir et nous la suivrons...».

M. Thiers avait donc cru les événements suffisamment clairs et avait expédié son Assemblée à Versailles où elle devait légitimer le coup d'État contre Paris en s'y associant. L'irritation de Paris contre le gouvernement et de la province contre Paris avait été savamment amenée et savamment entretenue depuis l'affaire des canons de Montmartre, dans laquelle les gardes nationaux avaient dix fois raison. Car ces canons appartenaient de droit à la garde nationale, soit pour les avoir payés de l'argent de ses souscriptions, soit pour en avoir hérité de l'armée régulière qui avait officiellement cessé d'exister et n'était plus que prisonnière de l'Empereur Guillaume. N'importe, l'affaire de ces canons eût pu s'arranger dix fois si on eût voulu, mais on ne voulait pas. Montmartre et Belleville pointaient leurs canons sur Paris, les lâches, les pillards et les communistes bombardaient la cité bourgeoise à leurs pieds: cela faisait trop image, les roués de la diplomatie n'avaient garde de se priver de cette fiction poétique. - De l'Agence Havas, du cabinet de M. Thiers par ci, du cabinet de M. Leflô par là, de chez Vinoy et Jules Favre partaient les nouvelles les plus fausses et les plus sinistres qu'on adressait par télégrammes aux journaux dévoués de la province, car, à Paris, il eût été catégoriquement impossible de les mettre en circulation. L'émeute tardant à venir, le général Valentin, préfet de police, en organisa lui-même une aux Gobelins avec le concours de ses subordonnés; Thiers, le médecin en chef de la France, appliquait sur la poitrine de Paris des vésicatoires, des dépôts de cantharides, afin de déterminer un abcès, et, montrant l'inflammation, il criait aux provinciaux naïfs: *«Regardez cette horreur!»*.

Selon lui, le moment était venu de percer l'anthrax à la gorge: l'Assemblée des ruraux était convoquée à Versailles pour le 20, dans trois jours. Trois jours et trois nuits, c'était plus qu'il n'en fallait. Thiers se souvenait avec admiration du traquenard de Décembre, dans lequel il était tombé lui-même après avoir aidé à le préparer. Il voulait en donner une édition nouvelle, revue et perfectionnée.

La ville était plongée dans l'obscurité, ensevelie dans le sommeil - car, depuis que Paris n'est plus une ville de plaisir, mais une ville de deuil et de souffrance, on travaille le jour et on se repose la nuit - lorsque les rares passants virent s'agiter dans l'ombre des masses armées.. Des baïonnettes reluisaient ci et là, on entendait par intervalles des claquements de sabres, le bruit de canons roulants, l'écho sourd des fantassins marchant, et, sur les pavés, le bruit sonore des sabots de chevaux, cavalcades lointaines. *«Que signalaient ces mouvements? des changements de garnison sans doute... ces troupes étaient transvasées d'un fort dans un autre fort ou de Paris à Versailles»*. Les rares spectateurs se faisaient ces questions et ces réponses, hochaient peut-être la tête et continuaient leur chemin. Par le temps qui court on ne s'étonne plus de grand'chose, un bourgeois de (*) ou d'Amsterdam louerait volontiers notre flegme.

Les troupes allaient occuper en force les divers points stratégiques, bien connus de Vinoy depuis décembre 1851, bien connus de ses officiers dont les études se bornent depuis longtemps à la manière de guerroyer contre les Bédouins et surtout contre les Parisiens. La gros des forces était dirigé contre les parcs d'artillerie de la garde nationale, Belleville, la Bastille, la place des Vosges. Vers trois heures au matin, les quelques factionnaires qui gardaient les canons de Montmartre, allant et venant dans leur solitude ennuyée ou bien dormant ou assoupis dans leurs postes, sont réveillés en sursaut. Des sergents de ville habillés en lignards se jettent sur eux, brandissant épées, baïonnettes et casse-têtes: *«Rendez-vous!»*. Derrière eux, une foule armée se précipite, escaladant les barricades, mettant main basse sur les canons, les braquant contre les postes. *«Rendez-vous! Rendez-vous!»*. A quatre et cinq heures du matin, le coup avait réussi sur tous les points, tous les canons avaient été enlevés, quatre ou cinq cents prisonniers étaient emmenés, au prix de quelques tués et blessés seulement. Sur les places, au coin des rues, on affichait déjà une verbeuse proclamation de M. Thiers, annonçant aux bourgeois étonnés que la force avait passé du côté de la loi, que la victoire était à la justice, que les bons citoyens eussent à se rassurer, et qu'eussent à trembler les méchants, pillards et communistes.

Mais tout cela n'avait pu se faire sans bruit, sans que les deux tiers des gardes nationaux surpris s'échappassent dans l'obscurité à travers les ruelles, se répandissent dans tous les quartiers, criant aux armes! Ils vont réveiller tous les postes disséminés dans la ville; à coups de crosse, ils frappent contre les portes et fenêtres, contre les devantures des magasins; ils font sonner le tocsin; ça et là la générale sourd sur un point, puis elle éclate sur plusieurs autres, elle se multiplie; à ses clameurs

(*) Mot illisible: sans doute le nom d'une ville (Note A.M.).

toujours plus retentissantes, le monde est bientôt sur pied: «*Quoi? Qu'y a-t-il? Un incendie? Les Prussiens? - Oui, c'est l'incendie, ce sont les Prussiens, c'est la République qu'on égorge!*».

Déjà Vinoy avait télégraphié victoire à Thiers. Ses colonels et généraux, étendaient leurs lignes autour des positions conquises, faisaient descendre canons après canons, qu'on installait au débouché des principales rues sur le boulevard extérieur, des patrouilles à pied et à cheval défilaient de poste à poste.

Le matin était venu. Alors on vit surgir des multitudes armées et non armées, comme des fourmilières de dessous terre: elles noient les patrouilles, elles entourent les postes des soldats qui ne peuvent plus bouger, empêtrés dans la masse: «*Comment soldats, nos frères, fils du peuple, vous nous massacriez sur l'ordre de vos infâmes généraux? Comment, vous nous fusilliez après que les Prussiens nous ont bombardés?*». Partout les soldats répondent en levant la crosse en l'air, on s'embrasse, on fraternise, on jubile. Furieux, un lieutenant arrache un fusil à l'un de ses soldats: «*Lâches et traîtres, tirez!*» crie-t-il, et fait feu dans le tas. Aussitôt il tombe lui-même, percé de balles. Le général Lecomte veut lui aussi relever le moral de ses troupes: il commande une décharge sur la foule, mais ses soldats le renversent à coups de crosse, il est livré à des gardes nationaux qui l'emmènent prisonnier. Un officier d'État-major crie: «*Chargez-moi cette canaille!*» et il lance son cheval contre les groupes, mais la pauvre bête, assaillie par des coups de baïonnette, tombe pour ne plus se relever, et tandis que son cavalier disparaissait elle était coupée en cent morceaux, qu'emportaient des ménagères. Le général Patures fut blessé, le général Clément Thomas, l'ex-commandant des gardes nationales de Paris, l'alter-ego de Trochu, le confident de Vinoy, le complaisant de Thiers, déguisé en civil, allait de groupe en groupe d'un air soucieux et affairé. Clément Thomas avait été, jadis, un des héros de la bataille de juin - du côté de l'ordre, bien entendu. Il est reconnu, il est saisi et jeté dans le même corps de garde que le général Lecomte. Il n'y resta pas longtemps. La nouvelle de l'arrestation se répondit bientôt: «*On va le faire échapper!*». Le poste est envahi par la foule: «*Nous sommes la Justice du peuple; nous condamnons Lecomte et Clément Thomas à mourir dans les cinq minutes*». Ainsi dit, ainsi fait. Les malheureux, conduits dans un jardin, furent collés contre la muraille et tombèrent foudroyés, l'ex-général en chef de la garde nationale par dix halles de gardes nationaux, le général Lecomte par les balles de ses soldats.

Marée montante, le flot populaire avait envahi les hauteurs et emporté devant lui tous les obstacles; le flux inonde maintenant la plaine, vient battre les portes de l'Hôtel-de-Ville, des Ministères, des édifices publics. L'entrée ne fut pas difficile à conquérir. Les dignitaires, les hauts fonctionnaires avaient fui depuis longtemps, emportant leurs portefeuilles à Versailles. On cherchait partout le Gouvernement «*au besoin pour le défendre, sinon pour le renverser*», suivant la célèbre formule de M. Joseph Prudhomme; de Gouvernement il n'y en avait nulle part. Quelques maires et quelques représentants de Paris finiront cependant par dénicher l'illustre M. Jules Favre, et après de longs parlementages, pénétrèrent jusqu'en sa présence. M. Jules Favre affecta ne rien connaître des événements de la journée; il se réfugiait dans son ignorance comme dans une forteresse, il se casematait dans l'irrésolution. Les délégués de quelques municipalités lui exposèrent les mesures qui leur semblaient propre à calmer l'agitation, à endiguer la révolution, pourvu qu'elles fussent acceptées immédiatement. C'était la remise de tous les pouvoirs de Paris entre les mains de quatre hommes, tous membres de l'Assemblée, tous à opinions mitoyennes, tous également bien vus, ou, pour être exact, également mal vus par les deux partis de l'Assemblée: Langlois, commandant en chef de la garde nationale; Adam, préfet de police; Dorian, maire; général Billaut, commandant l'armée de Paris. - M. Jules Favre prit bonne note de ces propositions, promit qu'il les appuierait auprès de M. Thiers, il se fit encore raconter la bizarre aventure à laquelle il ne comprenait toujours rien, il salua obséquieusement et «*Cocher fouette pour Versailles!*». Il se félicite sans doute d'être parti encore à temps, en apprenant à la gare l'arrestation du général Chanzy que le malin Thiers avait mandé à Paris en toute hâte, sans doute pour lui donner le commandement de Paris, lui transmettre la responsabilité du coup d'État à accomplir et des mesures qui devaient le compléter. Arrêté avec tous les égards possibles, le général, quand il fut relâché plus tard, rendit lui-même témoignage qu'il avait toujours été traité avec respect et déférence. L'ordre d'aller en prison lui avait été signifié au nom du «*Comité central, Fédération républicaine de la garde nationale*». Quel est ce Comité central?

Thiers qui, le 14 mars déjà, se faisait renseigner sur ses faits et gestes, le déclare absolument inconnu, sorti on ne sait d'où, surgi du sang et de l'assassinat, de la lie impure des viles multitudes qui fermentent.

Mieux renseigné que M. Thiers, paraît-il, je connais par hasard deux ou trois de ses membres, sinon

trois ou quatre, de fort honnêtes gens pour la plupart, très braves et très résolus. Mais je ne voudrais pas me fier à tous, et surtout me porter garant de la haute intelligence de chacun. L'avenir, un avenir très rapproché nous dira ce qu'ils représentent: la très bonne moyenne de la garde nationale, ni plus ni moins, ils ont été élus dans des élections parfaitement régulières, dans des locaux officiels, et suivant ordre exprès. Ils ont été élus chacun dans son bataillon et généralement en dehors des officiers actifs et en vue, pour s'occuper des intérêts matériels et moraux de leurs camarades. Ils sont en quelque sorte les représentants des conseils de famille de leurs régiments. Une fois nommés, ils se sont tout naturellement groupés en un *Comité central* avec lequel, non moins régulièrement, les divers comités républicains se sont mis en rapport.

Le Comité central de la garde nationale de Paris n'est donc point si vil et si méprisable que le prétend M. Thiers dans son *Manifeste à la province*; mais il est vrai de dire que personne ne soupçonnait l'immense popularité qu'une révolution triomphante devait lui attribuer en un jour de hasard. Élus au suffrage universel et pour la gestion des affaires quotidiennes et extra-militaires, les membres du Comité central ne sont que gardes nationaux pris parmi les gardes nationaux; ils ne sont point des avocats, des journalistes, des hommes de lettres, des politiciens de profession. Très connue dans leur quartier, ils sont inconnus au Ministère de l'Intérieur, au Ministère des Affaires Étrangères, dans les salons du grand monde, et dans les cercles diplomatiques. Si le Comité est au pouvoir aujourd'hui, ce n'est pas lui, c'est M. Thiers qui en est la cause. M. Thiers manigance une scélératesse et la scélératesse se retourne contre lui. M. Thiers comploté avec ses généraux l'assassinat de la République et la destruction de la garde nationale. Mais il advient que le faux M. Thiers a fait un faux calcul - la garde nationale n'est pas encore détruite, elle triomphe au contraire pour le quart d'heure. C'est donc la garde nationale qui prend le pouvoir en la personne du *Comité central*.

En se retirant à Versailles au galop de leurs chevaux, MM. Jules Favre, Dufaure, Ernest Picard, Jules Simon, l'amiral Pothuau, le général Leflô lancent un *Manifeste aux gardes nationaux* pour dénoncer le Comité central que personne ne connaît. «*Sont-ils communistes ou bonapartistes ou Prussiens? Sont-ils les agents d'une triple coalition? Quels qu'ils soient ce sont les ennemis de Paris qu'ils livrent au pillage, de la France qu'ils livrent aux Prussiens, de la République qu'ils livreront au despotisme... Voulez-vous prendre la responsabilité de leurs assassinats et des crimes qu'ils vont accumuler? Alors, restez chez vous!*». C'est-à-dire que ces Messieurs s'esbignent, mais ils font un crime aux gardes nationaux de rester chez eux; et dès qu'ils se sont réfugiés derrière les triples batteries du palais de Versailles, ils crient à la population de Paris par l'organe du journal officiel: «*Debout contre les assassins! Debout contre les stipendiés de l'ennemi et du despotisme! Debout pour leur infliger le juste châtement qu'ils méritent!*».

Élie RECLUS.
